

Déclaration liminaire Sud éducation et Sud Recherche au CSA MESR du 5 mars 2024

Lors de notre déclaration liminaire du précédent CSA Ministériel suite aux réponses gouvernementales au mouvement des agriculteurs et agricultrices et notamment l'annonce de la pause du plan Ecophyto, **nous avons interpellé Madame la Ministre pour son absence de soutien aux collègues dénonçant la mise au placard des connaissances scientifiques sur l'ampleur des impacts des pesticides sur la santé humaine et l'environnement, comme sur la mise en évidence des alternatives agro-écologiques** capables de répondre aux enjeux environnementaux tout en préservant la production agricole. Que devient la démocratie quand les faits scientifiquement établis sur la nécessité de changer les pratiques agricoles pèsent moins que des opinions motivées par la volonté de maintenir les profits et le statu-quo ? Le passage de Madame la Ministre au salon de l'agriculture au côté d'un ministre de l'agriculture dont le mantra est « pas d'interdiction sans solution », ne nous rassure pas. Car cela fait plus de 50 que des scientifiques alertent et on voit bien que pour nos gouvernants les seules solutions retenues seront celles validées par l'agro-industrie et bien entendu exploitable par elle. Le choix d'un PERP « sélection végétale avancée » dans un contexte où la France a voté pour la dérégulation des nouveaux OGM au niveau européen, n'est pas anodin. Un vote qui une fois de plus ne tient pas compte des données de l'ensemble de la communauté scientifique, et qui s'est appuyé sur un lobbying forcené, y compris mené par la direction du CNRS et l'un de ses Instituts, au mépris des règles de l'expertise scientifique, et au grand dam de nombre de scientifiques qui ont exprimé leur opposition. **Sud recherche et Sud éducation défendent une recherche publique au service du bien commun**, par un contrat social où les décideurs prennent en compte l'avis des scientifiques au travers d'expertises publiques collectives et pluridisciplinaires.

Nous souhaitons aussi évoquer à nouveau la situation génocidaire à Gaza. **Madame la Ministre va-t-elle enfin entendre les appels des collègues à cesser les partenariats académiques et scientifiques avec les universités israéliennes qui participent activement au complexe militaro-industriel israélien et à l'occupation.** Cela constitue des crimes de guerre, les universités et les organismes de recherche français ne peuvent y contribuer. Il faut arrêter les massacres ; il faut un cessez-le-feu total et permanent.

Enfin, nous ne pouvons passer sous silence les **10Mds de coupes budgétaires dans le budget 2024.** Le ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche paye une large part de cette austérité budgétaire massive imposée par Bercy. Ce sont plus de 900 millions d'euros de crédits qui sont annulés pour la Recherche et l'Enseignement Supérieur ! C'est le programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » qui est principalement touché avec 383 millions d'euros annulés, puis 192M€ pour la recherche spatiale, 125M€ pour la vie étudiante et 80M€ sur le programme « Formations supérieures et recherche universitaire ». C'est bien simple, notre secteur assure à lui seul 18% des coupes budgétaires dans les ministères. **Ces annulations de crédit laissent craindre une dégradation supplémentaire des conditions de travail du personnel et des conditions d'étude des étudiantes et des étudiants.**

Avec la Recherche et l'Enseignement Supérieur, ce sont les ministères de l'écologie, de l'Éducation nationale, et le soutien à l'emploi qui sont les plus impactés. De leur côté, les ministères de la Défense et de l'Intérieur sont largement épargnés, tout comme les exonérations fiscales aux entreprises. Emmanuel Macron peut répéter à l'envi que la « Recherche est une priorité du pays » ou que « la France mène la bataille des savoirs et de la recherche », les chiffres sont là.

Après la **grève féministe du 8 mars**, nous serons en grève le **19 mars** à l'appel de l'Intersyndicale Fonction publique notamment pour dénoncer ces choix budgétaires qui s'attaquent encore une fois aux services publics et à la transition écologique.